



## IDÉES

# Covid-19 : appel pour une coordination immédiate entre sciences et société

Affronter les suites de la pandémie implique de mobiliser et de faire dialoguer toutes les expertises de la société française, souligne un **collectif** de quarante-quatre médecins, chercheurs, philosophes, militants associatifs, entrepreneurs et syndicalistes

**L**a société doit apprendre à vivre avec le virus. La sortie du confinement et la prévention de rebonds épidémiques sont des moments critiques. Ils doivent mobiliser toutes les expertises de la société française. Or la France ne dispose pas d'espace institutionnel pour coordonner le dialogue entre sciences et société. L'efficacité et les conséquences sociales des solutions que proposent sciences et médecine dépendent pourtant du contexte de leur application. L'expérience du terrain et le sens pratique forment aussi un formidable vivier d'idées et de solutions.

L'émergence, ces dernières semaines,

de nouvelles formes de solidarité en est une illustration pleine de promesses. Des solutions ingénieuses et novatrices apparaissent lorsque les enjeux d'un problème sont pensés ensemble. Ainsi, la production de masques artisanaux, destinés aux personnes saines, est aujourd'hui encadrée par une norme de l'AFNOR et une note interministérielle du 29 mars. Devant l'évidence des bienfaits de la co-construction, un triptyque vertueux liant société, sciences et politique s'impose. Les signataires de cette tribune appellent à une sortie de crise par le haut grâce à un dialogue soutenu et coordonné entre sciences et société, pour une démocratie sanitaire.



La société française n'est pas un bloc compact et homogène. C'est une diversité de situations inégales, de secteurs, d'enjeux dont la prise en compte est nécessaire à la décision politique. L'inclusion des acteurs permet d'anticiper la faisabilité et les conséquences des solutions envisagées. Ainsi, les fiches sectorielles publiées par le ministère du travail sur la base de recommandations d'experts indiquent des « bonnes pratiques » sanitaires pertinentes, mais parfois incomplètes, comme dans le cas des travailleurs saisonniers du domaine agricole. Car les fiches omettent le fait, bien connu sur le terrain, que ces travailleurs sont habituellement hébergés collectivement par leurs employeurs, qui ne savent aujourd'hui pas comment les accueillir. Associer aux recommandations ceux qui vivront leur application permet des décisions plus justes, efficaces et mieux vécues. L'action publique a besoin de la participation et de l'information de tous, y compris des plus pauvres ou vulnérables, de la conception à l'évaluation de tout projet.

Cet appel incarne la convergence de visions. Celles de médecins, scientifiques et membres des comités d'experts qui conseillent le gouvernement dans cette crise. Et cela ne doit pas surprendre ! Scientifiques et médecins savent que l'expertise n'est pas la décision, et sont conscients de l'importance de la participation citoyenne. Depuis une vingtaine d'années, des agences sanitaires ont mis en place des espaces de liaison avec la société et les associations. Cet appel prolonge aussi celui à un « Grenelle du Covid-19 » que certains d'entre nous lançaient en début de mois dans ces mêmes colonnes. Pour apprendre à vivre avec le virus et prévenir la transmission, tous proposent de réinventer le « vivre-ensemble », en conciliant impératifs sanitaires, exigences sociales, civiques et démocratiques. Cette analyse nous semble aussi partagée par ceux qui appellent aujourd'hui à imaginer un nouveau monde résilient et juste.

### **Notre monde trébuche**

Les bases d'un nouveau dialogue entre sciences, société et politique sont claires. Inclure chacun, tenir compte de tous les

enjeux, y compris et surtout des problèmes des plus vulnérables, est une nécessité absolue pour sortir de la crise dans un climat de confiance mutuelle. La représentation de tous ne peut être assurée par les élus seuls, et justifie la participation des porteurs d'enjeux (associations, syndicats, fédérations, etc.). L'expertise scientifique est elle-même plurielle, les disciplines, leurs paradigmes doivent être considérés dans leur diversité pour que la confiance puisse s'établir. Celle-ci, fortement mise à mal par les « fake news » et les suspicions, exige aussi une meilleure transparence des débats et analyses.

Si la relation entre sciences, société et politique n'est pas mobilisée et refondée maintenant et de manière durable, on peut être sûr qu'aux crises sanitaires s'ajouteront les crises sociales, au point de redoubler une catastrophe par une autre. Les moyens nécessaires pour sortir par le haut de la crise du Covid-19 sont les mêmes que ceux qui manquent aujourd'hui pour gérer les autres défis sur lesquels notre monde trébuche. Le changement climatique et les adaptations qu'il impose sont l'exemple même du problème dont la résolution sera autant sociale que scientifique et politique. Inventer le monde de demain, et d'après-demain, par le croisement des enjeux sociaux et scientifiques nécessite donc une instance destinée à coordonner ce dialogue. Ses analyses pourront nourrir le débat public, faire sauter les œillères disciplinaires de l'enseignement, des experts, des politiques, et irriguer totalement l'action gouvernementale.

Il faut installer une coordination sciences-société. Placée auprès des autorités, cette coordination organisera le dialogue entre les experts et la société civile. L'urgence de la crise impose de former cette coordination au plus tôt, avant même la sortie de confinement qu'elle pourra guider. La co-construction des solutions les plus justes, pour cette crise comme pour les suivantes, reposera sur l'inclusion du plus grand nombre possible d'acteurs de la société, y compris les plus pauvres et discrètes. Cela est maintenant possible grâce aux outils, humains comme numériques, de l'intel-



ligence collective et de la démocratie participative. Pour forger la confiance et dépasser les jeux de pouvoir, il n'y a d'autre choix que d'assurer la transparence des enjeux de chaque participant et l'accessibilité à tous les citoyens de leurs analyses. L'appui, voire l'encadrement, d'instances chargées du dialogue social, tels le Conseil économique, social et environnemental, la Conférence nationale de santé ou la Commission nationale consultative des droits de l'homme, permettra d'accélérer la mise place de cette nouvelle institution. Celle-ci devra aussi garantir à ses participants que leurs efforts ne restent pas lettre morte. L'urgence de la crise impose la création immédiate de cette instance de coordination, notre pays en a besoin depuis longtemps. ■

#### Recherche et médecine

**Laetitia Atlani-Duault**, directrice de recherche en anthropologie à l'IRD-université de Paris; **Françoise Barré-Sinoussi**, Prix Nobel de médecine; **Daniel Benamouzig**, directeur de recherche en sociologie, CNRS-Sciences Po; **Bernadette Bensaude-Vincent**, philosophe des sciences et technosciences, professeure émérite à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne; **Jean-Paul Billaud**, directeur de recherche en sociologie, CNRS (émérite) - université Paris-I-Panthéon-Sorbonne; **Aurélien Binot**, chercheuse anthropologie de la santé, Cirad; **Mylène Botbol-Baum**, professeure de philosophie et bioéthique, responsable du centre Helesi, membre du comité d'éthique de l'Inserm; **Dominique Bourg**, philosophe, professeur honoraire, université de Lausanne; **François Buton**, directeur de recherche en science politique, CNRS-ENS Lyon; **Marianne Cerf**, directrice de recherche en ergonomie, Inrae; **Pierre Corvol**, membre de l'Académie des sciences et membre de l'Académie de médecine; **Jean-François Delfraissy**, président du conseil scientifique Covid-19; **Pierre-Louis Druais**, professeur des universités, médecine générale; **Simon Fellous**, chercheur en écologie et infection, Inrae; **Mourad Hannachi**, chercheur en sciences de gestion, Inrae; **Denis Malvy**, professeur des universités-praticien hospitalier, université de Bordeaux; **Serge Morand**, directeur de recherche en écologie de la santé, CNRS et Cirad; **Dominique Paturel**, chercheuse en sciences de gestion, Inrae; **Marisa Peyre**, chercheuse épidémiologiste, Cirad; **Marilène Poupaud**, vétérinaire, doctorante, Cirad; **François Roger**, chercheur en épidémiologie, Cirad; **Frédéric Worms**, professeur en philosophie, directeur adjoint de l'ENS; **Yazdan Yazdanpanah**, professeur des universités-praticien hospitalier, AP-HP, REACTing-Inserm

#### Monde institutionnel

**Dorothee Browaeys**, présidente de Tek4Life; **Jean-Marie Burguburu**, président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH); **Hervé Chneiweiss**, président du comité d'éthique de l'Inserm; **Alain Grimfeld**, président du Comité de la prévention et de la précaution (CPP) et président d'honneur du Comité consultatif national d'éthique (CCNE); **Philippe Mauguin**, président de l'Inrae; **Antoine Petit**, président du CNRS; **Christophe Roturier**, délégué aux sciences en société à l'Inrae

#### Monde caritatif et associatif

**Christophe Deltombe**, président de la Cimade; **Vincent Jacomond**, coordinateur d'équipes de bénévoles Petits Frères des pauvres; **Véronique Fayet**, présidente



du Secours catholique; **Marie-Aleth Grard**, vice-présidente ATD Quart-Monde; **Jean-François Serres**, référent national Monalisa; **Pierre Souvet**, président de l'Association de santé environnementale de France (ASEF)

#### Monde économique

**Nicolas Girod**, porte-parole de la Confédération paysanne; **Jacques Huybrechts**, fondateur du Parlement des entrepreneurs d'avenir; **Aymeril Hoang**, spécialiste du numérique, conseil en stratégies d'innovation; **Christiane Lambert**, présidente de la FNSEA; **Albane Loiseau**, consultante en responsabilité sociétale des entreprises, Ekores; **Eric Mellet**, président de la Société pour les organisations apprenantes (SOL France); **Yannick Rampal**, mandataire régional Medef et CPME; **Françoise Roch**, présidente de la Fédération nationale de producteurs de fruits (FNPF)



L'ACTION PUBLIQUE A BESOIN  
DE LA PARTICIPATION ET  
DE L'INFORMATION DE TOUS,  
Y COMPRIS DES PLUS PAUVRES  
OU VULNÉRABLES, DE LA  
CONCEPTION À L'ÉVALUATION  
DE TOUT PROJET